

Les Européens s'interrogent sur leur participation à la riposte américaine

Reçu mardi à la Maison Blanche, Jacques Chirac réaffirme la solidarité de la France et s'enquiert des intentions de George Bush. Mercredi à New York, il rencontrera le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, et la communauté française de la ville

LE PRÉSIDENT Jacques Chirac, est le premier chef d'Etat étranger à être reçu à la Maison Blanche une semaine après les attaques terroristes sur New York et Washington. Le dîner de travail avec le président américain, mardi 18 septembre, était prévu de longue date à l'occasion du sommet des enfants organisé à l'ONU. Ce sommet a été reporté mais George Bush a maintenu l'invitation faite au président français. Jacques Chirac est accompagné du ministre des affaires étrangères Hubert Védrine, tandis que le président américain sera entouré du vice-président Dick Cheney, du secrétaire d'Etat Colin Powell et de sa conseillère pour la sécurité nationale Condoleezza Rice. C'est dire que la situation créée par les attentats, la riposte possible et la lutte à long terme contre le terrorisme seront discutées dans le détail.

Mercredi, le président de la République se rendra à New York

où il rencontrera le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, la communauté française et le maire de la ville, Rudolph Giuliani.

Après les attentats, la France a immédiatement manifesté sa « *solidarité totale* » avec les Etats-Unis, selon l'expression employée par

Jacques Chirac dans un entretien à CNN et elle n'a pas été la dernière, sur l'insistance de l'Elysée, à accepter qu'une référence explicite soit faite à l'article 5 de la Charte atlantique (sur la menace extérieure) lors de la réunion de l'OTAN de la semaine dernière.

« Avec autant de force que de cœur »

A l'occasion de l'inauguration du Centre Henri-Tézenas-du-Montcel de l'association Envol pour les enfants européens, Jacques Chirac a réaffirmé, le lundi 17 septembre, à Echouboulains (Seine-et-Marne), la force de la « *solidarité* » entre la France et les Etats-Unis. « *La solidarité entre nos deux pays doit s'exprimer avec autant de force que de cœur* », a déclaré le président de la République, en soulignant le « *caractère symbolique* » de la présence à cette manifestation de « *ce très grand Américain* » qu'est Paul Newman, après les attentats à New York et Washington. L'Envol a été créée en 1994 par Henri Tézenas du Montcel, ancien président de Radio-France Internationale et de l'université Paris-Dauphine, peu de temps avant sa mort. Il s'est inspiré des réalisations faites aux Etats-Unis par l'acteur Paul Newman, président d'honneur de l'association. Le premier établissement a été créé en 1987 dans le Connecticut. Le centre d'Echouboulains est une institution médicalisée de loisirs pour des enfants atteints de maladies graves. - (AFP.)

Reste à savoir quelle forme revêtira cette solidarité. L'article 5 laisse à chaque pays membre de l'Alliance le soin d'apprécier la nature et les modalités de sa contribution. Comme le notait naguère un expert atlantique, celle-ci peut aller de l'envoi d'un télégramme de soutien à une participation militaire. Actuellement, les Etats-Unis n'ont présenté aucune demande précise à leurs alliés, peut-être parce qu'ils n'ont pas encore arrêté leur stratégie. Les autorités françaises ont répété à plusieurs reprises qu'elles n'étaient pas disposées à accepter n'importe quel type de riposte et qu'elles jugeraient en fonction des choix des Américains et de l'appui qui leur sera éventuellement demandé.

TROIS CONVICTIONS FRANÇAISES

S'agissant des représailles militaires, George Bush et ses conseillers peuvent décider que les Etats-Unis ont intérêt à agir seuls

pour avoir une liberté d'action totale, plutôt que de passer par l'OTAN, avec deux inconvénients : il n'existe pas de plans de lutte contre le terrorisme dans cette organisation et il est nécessaire d'obtenir sur les opérations envisagées un consensus à dix-neuf jugé paralysant par les généraux américains. Ou encore privilégier une coalition ad hoc, constituée de quelques pays prêts à s'engager à leurs côtés. La question qui se pose aux Européens, et notamment à la France, est de savoir s'il ne serait pas plus judicieux de prendre les devants, de ne pas attendre que Washington ait arrêté ses plans et formulé des demandes, mais de proposer des actions à mener en commun. Rien n'est exclu, dit-on à Paris. Certains responsables penchent pour l'affirmation d'une solidarité concrète permettant, par ailleurs, de peser sur les choix américains ; d'autres considèrent qu'il sera d'autant plus facile a postero-

ri de critiquer les Etats-Unis qu'on les aura laissés agir seuls.

A Washington, Jacques Chirac devrait en tout cas faire passer trois convictions qu'il partage avec ses partenaires de l'Union européenne. Il convient de tout mettre en œuvre pour éviter l'amalgame entre les terroristes et le monde arabo-musulman, sous peine de tomber dans le piège tendu par les terroristes. Il faut améliorer la lutte contre le terrorisme sur la longue durée, par un renforcement de la coopération internationale où l'ONU a un rôle essentiel à jouer et le renforcement des moyens dont disposent les pays concernés. Il est capital que les Etats-Unis, l'Europe et les pays de la région s'associent pour relancer le processus de paix au Proche-Orient, pour faire pression sur les Israéliens et les Palestiniens afin qu'ils retournent à la table de négociation.

Daniel Vernet